

La Belgique prête à financer les élections de 2010 au Burundi

Arrib News, 24/01/2009 – Source RTLEn visite à Bujumbura, le ministre belge de la Coopération au Développement, Charles Michel, a réclamé la libération de trois personnes détenues arbitrairement au Burundi : Alexis Sinduhije, Jean-Claude Kavumbagu et Juvénal Rududura. La Belgique s'est engagée mardi à soutenir financièrement, mais sous conditions, les élections prévues l'an prochain au Burundi, un petit pays d'Afrique centrale tentant de sortir de quinze ans de guerre civile, a annoncé le ministre belge de la Coopération au Développement, Charles Michel. "La Belgique et les autres partenaires comptent s'engager (dans le financement des élections) et c'est avec plaisir que (j') annonce une contribution belge de deux millions d'euros au financement de ce processus électoral", a-t-il affirmé lors d'une visite à Bujumbura.

Selon M. Michel, le financement de ces scrutins passe par la création d'un fonds permettant de rassembler les contributions de multiples bailleurs. "Nous sommes également en faveur de la création d'un groupe d'Amis du Processus électoral qui permettrait aux autorités burundaises, à la Commission électorale (nationale) indépendante (CENI, récemment créée, NDLR) et aux bailleurs de fonds de se concerter dans un cadre précis, tant sur les aspects techniques que sur les aspects politiques du processus électoral", a-t-il ajouté. Un tel dispositif permettrait d'encadrer l'organisation de ces élections cruciales pour l'avenir de la jeune démocratie burundaise. Le Burundi tente de sortir de près de quinze ans de guerre civile entre les rebelles hutus et l'armée, longtemps dominée par la minorité tutsie, qui a fait plus de 300.000 morts depuis 1993. Une longue transition politique a débouché sur des élections libres qui ont culminé par la désignation en août 2005 du président Pierre Nkurunziza, un ancien chef rebelle hutu. La dernière rébellion active au Burundi, les Forces nationales de Libération (FNL), a renoncé à la lutte armée et a abandonné début janvier toute référence ethnique dans son nom, conformément à la Constitution et pour faire progresser l'accord de paix signé avec le gouvernement. De nouvelles élections sont prévues en 2010, mais les spéculations vont bon train à Bujumbura sur leur tenue effective, alors que des rumeurs font état de la prolifération d'armes dans le pays, de quoi ranimer des affrontements ethniques, craignent les observateurs. "Une stabilité politique, un déroulement des élections de 2010 dans la transparence et respectueux des droits de tous nous donnera la confiance pour concrétiser toujours davantage notre partenariat au profit de la population", a fait valoir M. Michel. La Belgique a consacré au cours des trois dernières années plus de 75 millions d'euros à l'aide au Burundi dans une série de domaines, dont la démobilisation des anciens rebelles des FNL, attendue tout prochainement dans le centre de rassemblement de Rubira, non loin de la capitale. M. Michel a par ailleurs réclamé la libération de trois personnes détenues arbitrairement au Burundi, le citant notamment : l'ancien journaliste et président du parti d'opposition Mouvement pour la Sécurité et la Démocratie (MSD), Alexis Sinduhije, arrêté le 3 novembre 2008 et poursuivi pour outrage au chef de l'Etat, le directeur de l'agence de presse en ligne Net Press, Jean-Claude Kavumbagu et le syndicaliste Juvénal Rubudura. "Dès la veille de Noël, la Belgique avait exprimé l'espoir qu'ils puissent retourner rapidement dans leur famille et je renouvelle cet appel", a dit le ministre. Il a enfin plaidé pour que le gouvernement burundais poursuive ses efforts pour la pacification de la région et continue de développer une diplomatie régionale active, qui passe, selon lui, par la réactivation de la Communauté économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL, rassemblant le Burundi, le Rwanda et la République démocratique du Congo). Plus tôt dans la journée, M. Michel avait présenté ses condoléances au gouvernement burundais pour la mort de onze de ses soldats tués dimanche dans un attentat contre leur camp en Somalie. Onze soldats burundais de la force de paix de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) ont été tués et quinze blessés dimanche dans l'attentat suicide contre leur camp à Mogadiscio. Cette attaque, la plus meurtrière commise contre l'AMISOM, porte à au moins vingt le nombre de soldats de l'Union africaine (UA) tués en Somalie depuis le déploiement de la force, en mars 2007. Le Burundi y a déployé deux bataillons et envisage d'en envoyer un troisième. Une cérémonie funéraire en l'honneur de ces soldats de la paix a eu lieu mardi matin à Bujumbura et rassemblé de nombreux membres du gouvernement.